

***Ce n'est pas dans les salons,
Ce n'est pas à Matignon,
C'est dans la rue que ça se passe !***

Alors que le gouvernement reste sourd aux revendications de millions de salariés, ce vendredi 10 septembre 2010, le Centre Hospitalier d'ARRAS accueille Mme Roselyne BACHELOT-NARQUIN, Ministre de la santé et des sports.

Nous n'avons rien à attendre de cette visite !

SUD Santé-Sociaux n'a pas sollicité d'entrevue avec la ministre ou ses conseillers.

C'est au gouvernement d'écouter les millions de salariés qui s'expriment dans la rue.

Il est encore temps pour le gouvernement d'écouter la rue et nous attendons de lui :

- *Le retrait du projet de loi sur la réforme des retraites.
Réforme injuste qui pénalise encore plus les femmes et qui provoquera des baisses de pensions pour toutes et tous et des baisses de salaires pour les fonctionnaires.*
- *L'accès à la catégorie A pour toutes les infirmières et tous les infirmiers de la fonction publique avec conservation de la reconnaissance de la pénibilité (possibilité de partir plus tôt à la retraite et bonification d'un an pour dix).*
- *La reconnaissance de la pénibilité et la possibilité de partir plus tôt à la retraite pour les infirmières, les infirmiers, les aides-soignantes, les aides-soignants, les agents de service du secteur privé.*
- *L'abrogation des ordres professionnels.*
- *L'égalité de la population devant la loi et devant la santé !*

Madame la Ministre,

Vous pouvez vous réjouir de l'amélioration du confort des patients et des techniques mises en œuvre au service de ceux-ci. Cependant, un soin de qualité suppose du personnel en nombre suffisant pour répondre au besoin de santé de toute la population ... ce n'est le cas ni pour la population d'Arras, ni pour la population du Pas de Calais.

Alors que le Pas de Calais est le 5^{ème} département de France avec plus d'1,4 million d'habitants, il est le plus mal loti en matière de santé. Seul département de cette importance à ne pas posséder de CHU (Centre Hospitalier Universitaire), il manque au bas mot 10 000 emplois sanitaires pour rattraper la moyenne nationale.

*L'espérance de vie y est la plus faible de France, les maladies constatées sont plus importantes qu'ailleurs, il y a une **VRAI INEGALITE** dont est victime toute la population du Pas de Calais et de l'Arrageois. On ne consacre pas pour chaque habitant du Pas de Calais les mêmes sommes qu'à Paris, Marseille, Lyon ou Toulouse.*

La Santé n'est pas une marchandise, nous ne sommes pas au service des profits, nous sommes au service de la population !

Un hôpital hyper sophistiqué, ne masquera jamais, la dégradation de l'état sanitaire de notre région, la négligence des pouvoirs publics pour faire respecter un principe constitutionnel simple :

L'égalité de la population devant la loi, l'égalité de la population devant la santé !

Avec la population du Nord - Pas de Calais, SUD Santé-Sociaux exige du gouvernement :

- *Un plan d'urgence immédiat pour le Nord – Pas de Calais de rattrapage de 8,7% de l'ensemble des moyens humains et financiers pour combler le retard sanitaire !*
- *Une stricte égalité des soins pour supprimer la surmortalité dans notre région, et réduire l'écart constaté en matière de dégradation de la santé !*
- *Les moyens nécessaires pour permettre la sécurité des patients et des personnels !*

Avec l'ensemble de la population de ce Pays, SUD Santé-Sociaux refuse :

- *Les augmentations du forfait hospitalier, les déremboursements de médicaments, la taxation des analyses médicales, l'augmentation des mutuelles, la ségrégation dont sont victimes les bénéficiaires de la CMU à qui de nombreux spécialistes refusent les consultations. La sécurité sociale, a été inventée en pleine guerre il y a plus de 60 ans alors que le pays était détruit, une société qui produit de plus en plus de richesses se doit d'en faire bénéficier les plus fragiles d'entre nous frappés par la maladie.*
- *La précarité croissante de l'emploi à l'hôpital comme dans toute la société : le gouvernement impose l'embauche à l'hôpital de contrat d'accompagnement à l'emploi, de contrat unique d'insertion (CAE, CUI), qui sont de véritables sous emplois, sous payés, sous qualifiés, qui ne permettent ni de répondre à la qualité des soins, ni de résoudre le chômage dont sont victimes en particulier les jeunes.*

C'est pourquoi SUD Santé-Sociaux revendique :

- *L'abandon de la loi HPST qui permet d'augmenter les profits des multinationales, sur la maladie, la mort, le handicap, la vieillesse.*
- *La gratuité du système de santé, un égal accès à tous les citoyens, une vraie démocratie sanitaire.*
- *De vrais emplois stables, qualifiés, correctement rémunérés, pour mieux soigner et vraiment s'attaquer au chômage et à la pauvreté.*